

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

1. Gouvernement des Îles Cook

Remarques de Vaitoti Tupa sur le thème *Préserver l'océan Pacifique – Mise en œuvre du programme Paysage océanique*

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs les représentants, Monsieur le Directeur général du PROE, M. Kosi Latu et chers membres du personnel du PROE, Monsieur le membre du Conseil du PROE du Royaume-Uni, Mesdames et Messieurs, Kia Orana.

J'aimerais, au nom de la délégation et du gouvernement des Îles Cook, remercier le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie pour le chaleureux accueil qui nous a été réservé.

Le gouvernement des Îles Cook appuie sans réserve le programme Paysage océanique.

Notre océan, votre océan, est de plus en plus menacé. Mais cet océan sous-tend nos vies et nos modes de subsistance, et les peuples océaniques se trouvent donc également menacés, à un point que nos ancêtres n'auraient jamais pu imaginer. Vous vous rappellerez que le président Tong de Kiribati fut le premier à penser que les États et Territoires insulaires océaniques devaient s'unir pour mieux protéger nos océans. En septembre 2010, les dirigeants océaniques ont unanimement approuvé sa proposition concernant l'établissement d'un nouveau cadre de gestion intégrée de l'océan, le cadre Paysage océanique. Ce cadre accorde une place essentielle à la mise en place de grandes aires marines protégées et repose sur les enseignements tirés de la création de l'aire protégée des Îles Phénix (Kiribati). Les Îles Cook continuent de soutenir fermement le concept de Paysage océanique et son cadre de mise en œuvre.

Nous recevons presque tous les jours des informations sur les menaces pesant sur nos océans, et la quantité d'informations disponibles peut sembler considérable. Mais lorsqu'il s'agit de comprendre ce que cela signifie pour nous, les Îles Cook, nous sommes quelque peu perplexes car nous manquons généralement d'informations pour interpréter l'ampleur de ces menaces.

Le gouvernement et le peuple des Îles Cook ont donc décidé que la solution la plus prudente pour faire face aux menaces pesant sur notre océan est d'adopter une approche de précaution et de créer dans la partie méridionale du pays un parc marin de 1,1 million de kilomètres carrés. Mon premier ministre, M. Henry Puna, a officiellement proclamé ce parc marin la semaine dernière, à l'occasion de la 43^e réunion du Sommet des chefs de gouvernement des États membres du Forum, que nous avons eu l'honneur d'accueillir. Nous espérons que ce parc encouragera l'investissement dont nous avons tant besoin aux Îles Cook pour protéger l'océan et suscitera un ensemble de mesures de conservation et de développement durable qui stimulera l'intérêt et le soutien de la communauté internationale. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement logique de notre engagement en faveur de la conservation du milieu marin, qui remonte à 2001 ; nous avons été le premier pays du monde à déclarer l'intégralité de notre zone économique exclusive, qui couvre 2,4 millions de kilomètres carrés, en tant que sanctuaire

baleinier. De nombreux autres Membres du PROE ont depuis suivi notre exemple sur les sanctuaires baleiniers et nous espérons que cette initiative sera aussi bien accueillie.

Nous avons déjà été fort encouragés par l'annonce, la semaine dernière, par la Nouvelle-Calédonie, de l'établissement d'une aire marine protégée dans la mer de Corail. Nous sommes d'ailleurs ravis que la Nouvelle-Calédonie ait proposé l'élaboration d'un accord de site avec les Îles Cook, de sorte que nous puissions partager nos expériences glanées tout au long de ce passionnant voyage. Nous sommes également reconnaissants à nos partenaires, à savoir le PROE et Conservation International, qui nous ont prêté conseil depuis que nous avons commencé à ébaucher le concept d'un parc marin des Îles Cook et qui se sont engagés à soutenir nos efforts.

Nombreux sont ceux, hors de notre région, qui pensent que nous sommes petits, du fait de la faible taille de nos îles et de nos populations dans ce vaste océan, et le terme « petits États insulaires en développement » est fréquemment utilisé pour nous désigner. Mais nous ne nous considérons plus comme de petits États. Nous nous présentons de plus en plus souvent comme des grands États océaniques. Les zones économiques exclusives des États et Territoires insulaires océaniques couvrent 8 % de la surface de la planète et 10 % de ses océans. Nous devons concilier notre besoin de développement économique durable avec celui de protéger notre région, ce qui représente un énorme défi pour mon pays et les États insulaires océaniques. C'est un défi auquel les Îles Cook ont décidé de s'attaquer de front.

Le parc marin des Îles Cook bénéficie du plein soutien des deux principaux groupes de notre Parlement, de tous nos chefs traditionnels et de l'ensemble de la population. La communauté internationale est également en train de prendre conscience du besoin de renforcer les efforts dans le domaine des aires marines protégées. L'engagement renouvelé en faveur d'aires marines protégées représentant 10 % des aires côtières et marines d'ici à 2020, pris par la communauté internationale en 2010, reflète cette préoccupation. Cela dit, même avec les 2,4 millions de kilomètres carrés déclarés par mon pays et la Nouvelle-Calédonie, les aires marines protégées ne représentent à ce jour que 1 % de cette surface.

La communauté internationale devra donc passer de 1 à 10 % d'aires protégées en l'espace de huit ans seulement, en suivant l'exemple des îles du Pacifique. Mais avec plus de 31 millions de kilomètres carrés supplémentaires à préserver, nous n'avons pas de temps à perdre. Pour atteindre cet objectif, nous devons créer l'équivalent de 30 parcs marins des Îles Cook, soit plus de 75 PIPA. Nous n'avons d'autre choix que de relever ce défi. C'est pourquoi les Îles Cook ont déclaré l'un des plus grands parcs marins du monde et sont enthousiastes à l'idée de collaborer avec la Nouvelle-Calédonie pour œuvrer ensemble à la conservation du milieu marin, et avec d'autres pays de la région dans le cadre de l'initiative Paysage océanique pour gérer l'océan à plus grande échelle. J'espère que nos partenaires de dialogue, donateurs et sympathisants nous aideront à relever ce défi, un défi que nous devons tous surmonter pour sauvegarder l'océan pour nos enfants et nos petits-enfants.

2. **Gouvernement des États fédérés de Micronésie**

Remarques de M. Andrew Yatilman sur *Rio+20 – Suivi et orientations futures*

Mesdames et Messieurs les Ministres et représentants officiels, Monsieur le Directeur général, Mesdames et Messieurs,

Je m'associe aux précédents orateurs pour remercier M. Anthony Lecren, qui préside notre réunion ce matin, et pour exprimer ma profonde gratitude au peuple et au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie pour le chaleureux accueil qui m'a été réservé depuis mon arrivée en tant qu'unique membre de la délégation des ÉFM. Je vous remercie également pour les excellentes installations mises à notre disposition.

Il y a deux ans, à Madang, j'ai demandé le soutien des ministres pour faire pression sur le Fonds pour l'environnement mondial afin qu'il continue de financer le programme de surveillance des pêcheries dans le Pacifique car les pêcheries sont une ressource essentielle pour nous.

Je voudrais cette fois partager avec vous une initiative de notre pays concernant les accords multilatéraux sur l'environnement, dans l'espoir de susciter à nouveau votre intérêt et votre soutien en tant que collègues océaniens.

Les États fédérés de Micronésie (« ÉFM ») sont une petite nation insulaire océanienne en développement située juste au nord de l'équateur, plus ou moins à mi-chemin entre Hawaï et les Philippines. Cette région culturellement diverse compte quatre états (Chuuk, Kosrae, Pohnpei et Yap) ayant chacun leurs propres langue et culture. Anciennement rattachés au Territoire des îles du Pacifique sous tutelle de l'Organisation des Nations Unies, les États fédérés de Micronésie ont ratifié leur propre constitution en tant que nation indépendante en 1979 et sont un membre actif des Nations Unies et d'autres organisations multilatérales. Les ÉFM, qui ont accédé à l'indépendance politique et mis en place un gouvernement stable respectueux de la primauté du droit, s'attachent actuellement à promouvoir le développement économique et à augmenter leur autonomie budgétaire grâce à la mise en place de politiques de développement durable. Les principaux secteurs économiques visés sont les pêcheries, l'agriculture et le tourisme bien que le pays continue de dépendre de l'aide étrangère.

Petite nation insulaire en développement située près de la zone de convergence intertropicale dans l'océan Pacifique, les ÉFM sont réellement menacés par le changement climatique. Une grande partie des îles habitées sont des atolls bas qui pourraient disparaître complètement ou devenir inhabitables du fait du changement climatique.

Les études scientifiques montrent que, dans la partie orientale des ÉFM, les températures moyennes ont augmenté en phase avec le réchauffement de la planète tandis que les précipitations ont baissé. Les données satellitaires indiquent que le niveau de la mer s'est élevé de plus de 10 mm par an depuis 1993. Cette augmentation est nettement supérieure à la moyenne mondiale, située entre 2 et 3 mm par an.

Outre l'altération du climat et l'élévation du niveau de la mer, les ÉFM ont été touchés par l'acidification de l'océan. Le dioxyde de carbone présent dans l'atmosphère réagit avec l'océan et acidifie l'eau de mer. Cette acidification peut avoir un effet préjudiciable sur la croissance des coraux et espèces marines qui sont nécessaires à la santé des écosystèmes insulaires. Les données scientifiques confirment l'acidification croissante des eaux micronésiennes au cours des deux cents dernières années.

Bien que les prévisions climatiques soient une science en évolution, les études du programme océanien sur la science du changement climatique indiquent des impacts importants sur les ÉFM avec divers modèles de prévisions climatiques. Selon un scénario intermédiaire en termes d'émissions de carbone, les modèles prédisent des augmentations des températures de 1 à 2 degrés Celsius d'ici à 2055, qui se traduiront par une élévation du niveau de la mer de 9 à 32 centimètres.

L'impact d'une élévation du niveau de la mer aussi importante serait dévastateur pour les habitants des ÉFM, en particulier ceux des atolls isolés. Ces dernières années, les ÉFM ont été frappés par plusieurs phénomènes météorologiques extrêmes, dont une grave sécheresse en 1997-1998 et un typhon peu après. Plus récemment, une série de marées extrêmes a inondé les ÉFM en 2007 et 2008, entraînant la déclaration d'un état d'urgence national alors que les habitants des atolls se sont trouvés confrontés à une grave pénurie d'eau douce et de denrées alimentaires.

Les atolls coralliens sont des communautés peu peuplées aux faibles moyens technologiques et les liaisons avec les îles plus grandes et plus hautes ne sont pas régulières. Leurs habitants dépendent des ressources naturelles, synonymes de moyens de subsistance depuis des millénaires, à savoir la pêche et l'agroforesterie. Ces ressources naturelles sont aujourd'hui menacées. L'élévation du niveau de la mer et les inondations ont entraîné l'invasion d'eau salée dans les fragiles nappes aquifères et la destruction des champs de taro qui ont nourri des générations d'insulaires. Lors des récentes inondations, les récoltes de taro et de fruits à pain ont été détruites dans plus de 60 % des atolls, entraînant ainsi un état d'urgence nécessitant la livraison de produits alimentaires et d'eau douce en des lieux comptant parmi les plus reculés de la planète. Un grand nombre de ces atolls ne se sont toujours pas remis des dommages chimiques découlant de l'invasion d'eau salée.

Si les atolls bas des ÉFM sont les plus directement touchés par le changement climatique, les îles plus hautes n'en demeurent pas moins confrontées à de graves problèmes. La côte de Kosrae a déjà été fortement érodée et la majorité des infrastructures des principales îles se trouvent sur le littoral. Par exemple, trois des quatre aéroports internationaux des ÉFM sont situés le long de la côte tandis qu'une grande partie des autres infrastructures de base est également vulnérable à la variation du niveau de la mer. La majorité de l'infrastructure de développement que les ÉFM ont peiné à construire au cours des trente dernières années pourrait devenir hors d'usage à mesure que la mer monte.

Nos ambitieux efforts menés dans le cadre de la CCNUCC (pour réduire davantage les émissions) doivent donc s'accompagner de mesures d'atténuation du changement climatique dans d'autres instances.

Cela fait maintenant plusieurs années que les ÉFM demandent au Protocole de Montréal d'éliminer les SLCF et les SLCP pour des raisons évidentes. Premièrement, le Protocole de Montréal est l'AME ayant

remporté le plus grand succès à ce jour. Deuxièmement, les SLCF ont une faible durée de vie dans l'atmosphère et il est donc raisonnable de s'en occuper et de refroidir l'atmosphère mondiale sans plus attendre. Troisièmement, cela nous fera gagner du temps pendant que nous nous attaquons aux émissions de CO₂ plus graves et de plus grande longévité. De nombreuses autres raisons justifient l'élimination rapide des SLCF mais je ne les mentionnerai pas toutes aujourd'hui, faute de temps.

Notre proposition recueille une adhésion de plus en plus large au sein du Protocole de Montréal, mais pas suffisante pour être adoptée. Lors de la dernière réunion du Groupe de travail à composition non limitée tenue à Bangkok, 108 parties ont appuyé notre proposition mais cela n'est pas suffisant. Les États-Unis, le Canada et le Mexique ont formulé une proposition semblable. Et les États-Unis sont en train de former une alliance sur la question des SLCP.

À Rio+20, la communauté mondiale a décidé d'appuyer l'élimination progressive de la consommation et de la production de HFC, des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO) et ont un fort potentiel de réchauffement planétaire. Une dynamique est lancée et les ÉFM seraient heureux que toutes les autres îles du Pacifique nous soutiennent pour refroidir sans tarder notre planète et nous donner plus de temps pour régler le problème des émissions de CO₂. Nos débats seront sans suite si le réchauffement planétaire n'est pas enrayé et nos océans, dont dépend notre subsistance, sont acidifiés au point de détruire les écosystèmes.

Merci.

3. Gouvernement des Polynésie française

Remarques de M. Jacky Bryant sur *Le changement climatique et les énergies renouvelables – principales questions et cibles pour le Pacifique*

La Polynésie française, comme de nombreux Pays du pacifique, est confrontée à de nombreux enjeux. Ses 118 îles s'étendent sur près de 5 millions de km², une surface aussi vaste que l'Europe. Elles sont relativement isolées les unes des autres, engendrant des coûts de déplacements importants.

Le développement de la Polynésie française s'est axé sur une sur-centralisation de l'agglomération de Papeete qui concentre aujourd'hui la majorité des activités économiques, des acteurs politiques, des ressources, notamment en raison de la localisation du port international et de l'aéroport international. Cette sur-centralisation explique la grande dépendance de notre Pays aux énergies fossiles, notamment pour les transports. Malgré notre ensoleillement, notre électricité est produite à 70% par des centrales au fioul, les 30% restant reposant sur l'hydroélectricité. Ces choix relèvent d'une autre époque... celle d'un pétrole abondant et bon marché... celle de l'irresponsabilité vis-à-vis des générations futures... celle de l'insouciance par rapport aux effets de la pollution.

Cet état d'esprit, nous le subirons encore de nombreuses années, puisque les atolls de Moruroa et de Fangataufa, sur lesquels les essais nucléaires français ont été réalisés, emprisonnent... pour le moment... la radio activité de près de 160 essais nucléaires souterrains. Mais aujourd'hui, la menace de l'effondrement de leur barrière récifale nous rappelle que chacun de nos choix est lourd de conséquences... Et si la radioactivité venait à se libérer dans l'océan, contaminant notamment les thons qui viennent se reproduire dans nos eaux... cela nous rappellerait notre forte inter-dépendance, nous, peuples du Pacifique, même si nous sommes distants les uns des autres de plusieurs milliers de kilomètres.

Notre urbanisation et l'aménagement de notre territoire sont le fruit de choix faciles tant structurellement que financièrement. Tout s'est d'abord concentré sur les zones littorales, et avec l'augmentation de la pression foncière, de nombreuses zones à risques ont été urbanisées. La course au développement économique a souvent été menée sans prendre en compte l'impact de ces activités ni sur les milieux naturels, ni sur notre patrimoine culturel (matériel et immatériel). Depuis quelques années, mais encore plus fortement aujourd'hui, s'ajoute le problème du changement climatique à ce que je considère comme des « non choix », à un mode très limité de pensée. Celui-ci peut parfaitement porter atteinte au développement de la Polynésie française, comme à celui de nos voisins et frères du pacifique.

C'est pour se doter d'un véritable outil de développement et s'offrir de réels choix que la Polynésie française a élaboré son Plan Climat Stratégique. Son objectif vise à inscrire notre Pays dans un schéma de développement durable intégrant les contraintes liées au changement climatique. Il fermait je l'espère cette période des choix faciles, cette période d'insouciance et d'irrespect pour les générations qui nous succéderont. J'espère que ce Plan Climat Stratégique ouvrira la voie à d'autres regards sur notre aménagement, sur la place essentielle que doivent prendre nos référents culturels dans notre adaptation et sur la responsabilité que nous portons à l'égard des générations futures.

Ce Plan Climat Stratégique a été élaboré entre février et mai 2012 sur la base de 5 ateliers de concertation regroupant une centaine de participants des services techniques et administratifs de la Polynésie française, des communes, des représentants de la société civile, du secteur privé, des centres de recherche et des Eglises. Transports, urbanisme, énergie, systèmes productifs et patrimoines naturels et culturels ont été au cœur des discussions. Deux tables rondes ont également été organisées pour aborder sans concession les possibles migrations climatiques, ainsi que la gestion des risques.

Ce sont ainsi près de 140 orientations qui ont été retenues, organisées autour de 6 thématiques : transports, urbanisme, énergie, systèmes productifs, patrimoines, et problématiques à venir. Chaque thématique se décline en 5 modes d'intervention : information, réglementation, outils économiques, innovation, et gouvernance. L'équité sociale, l'identité culturelle, la santé publique et l'égalité des genres, ont été traitées de façon transversale.

D'autres concertations seront menées prochainement pour élaborer maintenant notre plan d'actions. Une cellule climat sera prochainement ouverte au sein du service de l'énergie et des mines. En attendant, le gouvernement de la Polynésie Française doit se prononcer sur une proposition de modification de la loi statutaire pour intégrer le développement durable dans un contexte de changement climatique.

4. Gouvernement de Kiribati

Remarques de M. Tiarite Kwong sur les *Mécanismes de financement novateurs pour le changement climatique et la biodiversité*

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Directeur général du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement,
Monsieur le Directeur général du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Donateurs et partenaires,
Mesdames et Messieurs les Délégués,
Mesdames et Messieurs,

Veuillez recevoir les chaleureuses salutations de Kiribati : *Kam Na Bane Ni Mauri !*

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, Madame la Présidente, de votre rôle en tant que présidente du PROE. Nous avons pleine confiance dans votre capacité à orienter nos débats.

J'aimerais également féliciter le Directeur général et le personnel du PROE de leur soutien et des excellents services fournis pour organiser cette importante réunion ministérielle.

Tout cela n'aurait pas été possible, Madame la Présidente, sans le soutien du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. À cet égard, je voudrais remercier le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie d'avoir accueilli cette 23^e réunion ministérielle du PROE et aussi lui exprimer la profonde gratitude de notre délégation pour le chaleureux accueil qui nous a été réservé à notre arrivée dans ce beau pays.

Madame la Présidente, j'ai été chargé de présenter un bref exposé au forum ministériel sur les « *Mécanismes de financement novateurs pour le changement climatique et la biodiversité* ». Il s'agit d'un sujet intéressant mais délicat car il doit être ancré dans la réalité pour pouvoir être abordé de manière utile et informée.

Je félicite les organisateurs d'avoir eu la bonne idée d'inclure cette importante session sur les mécanismes de financement novateurs dans le cadre de ce dialogue ministériel. Elle fournit une excellente occasion d'explorer des solutions novatrices pour atteindre les objectifs convenus aux échelons mondial, régional et national dans les domaines du changement climatique et de la biodiversité. Elle permet également aux responsables politiques nationaux chargés de l'environnement de communiquer, d'échanger des idées et des opinions et de réfléchir à nos expériences en matière de financement dans ces domaines et à ces échelons. Je ne doute pas que notre dialogue sur cette

importante question nous permettra d'améliorer nos stratégies pour rendre l'environnement de la région plus sûr et plus sain.

Madame la Présidente, éminents collègues,

Je me propose d'aborder cette question sur les mécanismes de financement novateurs aux échelons mondial, régional et national. Du fait de sa pertinence pour nos initiatives nationales de conservation, j'aimerais également attirer l'attention sur quelques défis rencontrés par Kiribati pour obtenir divers financements, notamment dans le cadre de notre principal projet de conservation, à savoir l'aire protégée des Îles Phénix ou PIPA.

Éminents collègues,

La finance est la clef de voûte de nos travaux de planification et de programmation pour sauvegarder la santé et l'intégrité de notre environnement pour les générations actuelles et futures. En d'autres termes, les « mécanismes de financement novateurs pour le changement climatique et la biodiversité » portent sur des « ressources financières plus importantes, meilleures et plus rapides, provenant de toutes les sources publiques et privées par le biais de mécanismes traditionnels et novateurs pour appuyer les déclarations des deux conventions » (Convention sur la diversité biologique [CDB] et Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques [CCNUCC]). La majorité des pays de la région sont parties à ces deux conventions.

L'un des objectifs de la CDB est l'utilisation durable de la diversité biologique et de ses éléments constitutifs. Cet aspect revêt une importance capitale pour notre région car la biodiversité est le fondement même des écosystèmes qui nous fournissent l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons et les aliments que nous mangeons. À ce titre, il nous appartient en tant que ministres de l'environnement de protéger la biodiversité existante de nos îles respectives pour notre survie et celle des générations futures.

À l'autre extrême se trouve le problème mondial du changement climatique et la manière dont il pourrait gravement nous toucher en Océanie. L'objectif ultime de la CCNUCC est de parvenir à stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique. Un tel niveau devrait être atteint dans un délai suffisant pour permettre aux écosystèmes de s'adapter naturellement au changement climatique, pour veiller à ce que la production vivrière ne soit pas menacée et pour permettre un développement économique durable. Cet objectif nous rappelle une fois de plus l'important rôle que nous devons jouer en tant que ministres océaniques de l'environnement, pour veiller à ce que les générations futures ne pâtissent pas des impacts du changement climatique mondial sur nos îles.

Des fonds mondiaux ont été mis en place dans le cadre de ces deux conventions et l'accès à ces financements nous permettra d'appuyer nos programmes nationaux en matière de conservation et de changement climatique. Par exemple, plusieurs mécanismes de financement existent dans le cadre de la CCNUCC, notamment le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto, les Fonds pour les pays les moins avancés (LDCF) et le Fonds vert pour le climat. Dans le cadre de la CDB, le FEM fournit essentiellement les ressources financières dont nous avons besoin au niveau national. Il existe par ailleurs des sources de financement privées et multilatérales

spécialement destinées aux activités sur la biodiversité et le changement climatique au niveau national. Récemment, lors de la dernière conférence de Rio de Janeiro (Brésil), le nouveau Partenariat mondial pour les océans de la Banque mondiale a annoncé qu'il offrira de nouvelles sources de financement pour les pays ayant les mêmes aspirations et désirant préserver leurs océans. Cette initiative illustre l'intérêt et l'engagement croissants de la communauté internationale à l'égard de la protection de l'environnement et des écosystèmes.

Nous reconnaissons qu'il n'est pas facile d'accéder à ces fonds du fait de la forte concurrence qu'ils suscitent mais surtout de la rigueur des processus et procédures devant être suivis par les pays avant de pouvoir y prétendre. Le FEM est un cas d'espèce. Ceci nous pose un vrai problème, d'autant plus que le changement climatique mondial est une question urgente. Nous sommes souvent confrontés à un manque de ressources et de capacités, qui nous empêche d'accéder à ces financements internationaux et de les utiliser pleinement en temps voulu. C'est l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement de Kiribati appuie la demande présentée par le PROE pour être accrédité en tant qu'entité de projet du FEM et organe d'exécution régional au titre du Fonds pour l'adaptation au changement climatique.

De plus, compte tenu de l'importance des financements qui étayent les activités que nous devons mener sur le changement climatique et la biodiversité aux échelons national, régional et international, Kiribati demande au PROE de lui prêter assistance pour examiner, avec les autres pays membres, l'élaboration d'une stratégie régionale de mobilisation de ressources dans ces deux domaines. Cette stratégie devra être facile à appliquer tant par le PROE que par ses États membres. La planification efficace de l'accès à ces sources de financement mondiales et régionales, en vue de leur utilisation dans des projets nationaux sur le changement climatique et la biodiversité, revêt une importance capitale pour notre région, compte tenu de la petite taille de nos administrations et des ressources existantes.

Madame la Présidente, éminents collègues,

S'il existe dans notre région un modèle idéal de financement novateur pour la biodiversité et le changement climatique, c'est bien l'aire protégée des Îles Phénix (PIPA). Sans vouloir prétendre à l'impartialité, je suis convaincu que la PIPA est unique à maints égards, notamment en ce qui concerne le financement de ses opérations qui a été désigné « droit de pêche inversé », un mécanisme de financement novateur qui a joué un rôle déterminant dans la stratégie de financement de la PIPA.

Permettez-moi, Madame la Présidente, de vous dire quelques mots sur la PIPA et son mécanisme de financement novateur.

La PIPA représente la stratégie de Kiribati pour la conservation et l'utilisation durable de l'archipel des Îles Phénix et de l'environnement marin avoisinant. Il s'agit d'une approche intégrée de la conservation de la biodiversité englobant les écosystèmes terrestres, côtiers et marins, ainsi que l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Qui plus est, la PIPA illustre l'engagement de Kiribati vis-à-vis des conventions et accords régionaux et internationaux tels que la CDB, la CCNUCC, la Convention du patrimoine mondial, etc.

La PIPA a été créée en 2006 étant entendu qu'elle serait financièrement autonome. Cet aspect a entraîné la promulgation, par le Parlement en 2010, du *PIPA Trust Act* qui a entériné la création du *PIPA Trust* en tant qu'organisation philanthropique non gouvernementale. Le principal objectif de ce Trust est de répondre au besoin d'une approche de financement à long terme de la PIPA et de l'élaboration de son plan de gestion par le biais d'un fonds de dotation, qui sera capitalisé par des contributions privées et publiques. L'objectif est de capitaliser la dotation à un niveau capable de produire des recettes suffisantes pour couvrir les frais de fonctionnement et de gestion du Trust et le manque à gagner associé à la clôture ou à la restriction des activités de pêche dans la région de la PIPA.

Les partenaires de la PIPA, à savoir le gouvernement de Kiribati, la Nouvelle-Angleterre et Conservation International, ont uni leurs efforts pour structurer le soutien financier mondial nécessaire à la capitalisation de la PIPA. Le cadre de mobilisation de fonds pour le *PIPA Trust* a été élaboré à cette fin et définit les diverses possibilités et stratégies que les partenaires de la PIPA peuvent envisager pour augmenter la base de financement et attirer des fonds externes en vue de la capitalisation du *PIPA Trust Fund*.

La PIPA illustre une approche unique de la conservation, qui répond à l'objectif double de la croissance économique et de la conservation de la biodiversité. Elle veille à ce que la clôture de la région des Îles Phénix aux activités extractives ne nuise pas à la croissance économique et au développement de Kiribati et de son peuple. Cet objectif sera atteint en adoptant une approche axée sur un accord de conservation. Cet accord repose sur un programme de financement unique désigné « droit de pêche inversé », selon lequel le gouvernement de Kiribati sera remboursé par le *PIPA Trust* des recettes que la vente de permis de pêche aurait permis d'encaisser si la PIPA n'avait pas été protégée, à condition que le gouvernement respecte son obligation de veiller à la protection à long terme des ressources naturelles terrestres, coralliennes et océaniques ainsi que des ressources culturelles associées.

Il est encourageant de noter que le gouvernement de Kiribati et Conservation International, par le biais de son Fonds de conservation mondiale, se sont chacun engagé à fournir 2,5 millions de dollars É.-U. en vue de la capitalisation du Fonds de dotation de la PIPA. Madame la Présidente, je ne suis pas chargé de mener une campagne de financement de la PIPA mais je ne peux résister à la tentation de demander à nos partenaires donateurs ici présents d'envisager de contribuer au Fonds de dotation de la PIPA. Je peux vous assurer que tout le monde sera gagnant.

Éminents collègues,

Le moral de l'histoire de la PIPA est que les mécanismes de financement novateurs pour la biodiversité et le changement climatique ne sont pas nécessairement limités à des sources de financement multilatérales. Car le concours financier de ces institutions multilatérales sera toujours nécessaire. Mais, confrontés au ralentissement économique actuel et au resserrement des crédits fournis par les donateurs, ces aides deviendront de plus en plus rares. Nous devons donc prendre les devants et adopter des approches de financement créatives et novatrices. Et cela signifie élargir le champ de nos recherches au-delà des sources de financement traditionnelles, en mettant en place un régime incitatif

approprié qui suscitera le ferme soutien de la communauté locale et internationale pour la protection de notre environnement.

Madame la Présidente, éminents collègues,

Permettez-moi de conclure en souhaitant à notre dialogue ministériel tout le succès possible, selon la formule traditionnelle de notre pays – *Te Mauri, Te Raoi ao Te Tabomoa* – qui signifie santé, paix et prospérité à vous tous.

Kam bati n rabwa.

5. Gouvernement du Samoa

Remarques de M. Faamoetaulua LT Dr Faale Tumaalii sur *Le changement climatique et les énergies renouvelables – principales questions et cibles pour le Pacifique*

Monsieur le Président, Éminents Ministres, Mesdames et Messieurs les représentants, Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, pour commencer, de remercier au nom de ma délégation M. Harold Martin, président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, M. Anthony Lecren, ministre de l'Environnement et du Développement durable, et le gouvernement et le peuple de la Nouvelle-Calédonie, d'avoir accueilli la 23^e Conférence des représentants officiels du PROE et la réunion de haut niveau de cette année, et de nous avoir réservé un chaleureux accueil depuis notre arrivée. Permettez-moi aussi de féliciter le Directeur général du PROE, M. David Sheppard, et son personnel pour l'excellente préparation et coordination de cette conférence.

Mes brèves remarques de ce matin ont pour objet de fournir à cette réunion de haut niveau un aperçu des initiatives et efforts menés par le Samoa dans le domaine des énergies renouvelables pour offrir un environnement naturel et social sain et productif à notre peuple, en espérant qu'ils pourront aussi être utiles pour aborder les principales questions et cibles du Pacifique en matière de changement climatique et d'énergies renouvelables. Je ne doute pas que nous soyons tous confrontés aux mêmes préoccupations et défis liés au réchauffement planétaire, au changement climatique, à la hausse des coûts des combustibles fossiles et aux effets des émissions de gaz à effet de serre sur l'environnement mondial, et en particulier la région du Pacifique. Ces enjeux nous offrent toutefois à tous la possibilité de développer et d'accroître l'adoption des sources d'énergies renouvelables, qui sont durables, fiables, pratiques et abordables pour nos gouvernements et nos peuples.

Mon bref exposé de ce matin abordera les points suivants. Je présenterai dans un premier temps la Stratégie de développement du Samoa pour la période 2012 à 2016 et la Politique énergétique nationale de 2007, en attirant l'attention sur les principales stratégies de développement liées aux énergies renouvelables. J'aborderai ensuite la question des importations de pétrole du Samoa au cours du quinquennat 2007 à 2011 et du prix de vente annuel moyen de l'essence au cours de la même période. Je parlerai ensuite du panier énergétique total actuel concernant la production d'électricité au Samoa.

Je dresserai notamment la liste de nos politiques nationales sur le changement climatique et les énergies renouvelables, ainsi que des organismes participant à leur mise en œuvre, sans oublier les programmes et projets de réduction des gaz à effet de serre et de promotion des énergies renouvelables, et leurs objectifs escomptés. Je conclurai mon exposé en citant des exemples de travaux de recherche-développement sur les énergies renouvelables réalisés par notre gouvernement, et en présentant nos plans d'investissement sur la production et l'approvisionnement en énergies renouvelables.

La Stratégie de développement du Samoa pour la période 2012 à 2016 décrit les principales stratégies de développement et les secteurs prioritaires qui contribueront au développement de notre pays au cours des quatre prochaines années. Sa vision s'inscrit dans le cadre de notre objectif à plus long terme, à savoir l'« Amélioration de la qualité de vie de tous », tandis que le thème retenu pour cette période est « Augmenter la productivité dans la perspective du développement durable ». Les énergies renouvelables figurent dans deux secteurs prioritaires – l'infrastructure et l'environnement – qui correspondent respectivement à l'approvisionnement énergétique durable et à la viabilité de l'environnement. Le gouvernement reconnaît l'importance que revêtent la sécurité et l'efficacité énergétiques dans la perspective du développement économique durable, de la lutte contre la pauvreté et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Nous reconnaissons également l'importance d'une approche sectorielle pour réduire notre dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles importés pour la production d'électricité, et l'augmentation de la participation du secteur privé dans le domaine énergétique. À ce titre, notre gouvernement est fermement décidé à augmenter sensiblement la part des énergies renouvelables dans le panier énergétique total au cours des prochaines années et à promouvoir l'efficacité et la sécurité énergétiques dans le cadre du développement économique durable de notre pays. Notre Plan énergétique national, élaboré en 2007, a pour objet d'augmenter la part des énergies renouvelables dans notre panier énergétique total de 20 % d'ici à 2030. Les énergies renouvelables sont l'un des cinq domaines stratégiques de cette politique, dont l'objectif est de réduire notre dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles en investissant dans les énergies renouvelables.

La consommation de pétrole n'a cessé d'augmenter au Samoa entre 2007 et 2011, notamment celle de diesel et d'essence sans plomb, comme l'attestent les volumes importés. Alors que la consommation de kérosène a atteint le niveau record de 18,6 millions de litres en 2009, avant de redescendre progressivement à 13,9 millions de litres en 2011, la consommation de diesel a connu une croissance régulière de 36,3 à 43,8 millions de litres tandis que celle d'essence sans plomb est passée de 25,9 à 29,4 millions de litres. Ces volumes correspondent à une augmentation annuelle moyenne de 5 % de la consommation de diesel et de 3 % de la consommation d'essence sans plomb. Cette hausse de la consommation s'est accompagnée de prix à la pompe relativement élevés, en moyenne entre 1 et 1,5 dollar É.-U. pour les cinq dernières années, et aucune baisse n'est en vue. De fait, le volume total des importations de pétrole du Samoa au cours des cinq dernières années réduit nos réserves de devises de près de 80 à 90 millions de dollars É.-U. par an, soit environ 16 à 18 % de notre PIB actuel. Notre Stratégie de développement nationale pour les quatre prochaines années décrit les actions stratégiques devant être menées pour développer et augmenter l'adoption des énergies renouvelables, remplacer une part significative de ces importations de pétrole et alléger le fardeau sur nos réserves de devises, de sorte à libérer des capitaux pour investir dans d'autres secteurs importants de notre économie locale.

Concernant l'électricité, environ 68 % de la production du Samoa provient de diesel importé, soit 19 millions de litres et 20 millions de dollars É.-U. par an. Les 32 % restants proviennent de sources d'énergie renouvelable, dont une bonne part d'énergie hydraulique et moins d'un pour cent d'énergie solaire. C'est pourquoi la Stratégie de développement précitée a défini « des services et approvisionnements énergétiques durables, fiables, abordables et respectueux de l'environnement » comme un résultat clé et notre gouvernement s'est engagé à ce que 20 % de notre panier énergétique total proviennent de sources renouvelables d'ici à 2030.

Notre gouvernement a également formulé et mis en place diverses politiques nationales sur le changement climatique et les énergies renouvelables, en association avec nos principaux partenaires de développement. Citons par exemple la Politique nationale de lutte contre le changement climatique 2007, la Stratégie nationale de réduction des gaz à effet de serre 2008-2018, le Programme national d'action pour l'adaptation, la Loi de 2010 sur la gestion forestière, la Politique nationale d'exploitation des terres, la Réglementation sur la protection de la couche d'ozone et la Loi de 2010 sur la gestion des déchets. Une approche sectorielle rassemblant les principaux acteurs des secteurs public et privé a été adoptée pour la mise en œuvre de ces politiques. Trois agences d'exécution, à savoir le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement (MNRE), le *Scientific Research Organisation of Samoa* (SROS) et le *Samoa Trust Estate Corporation* (STEC), relèvent de mes responsabilités ministérielles. Divers projets et programmes sur la réduction des gaz à effet de serre et les énergies renouvelables sont menés dans le cadre des politiques susmentionnées pour s'attaquer aux grands enjeux et atteindre nos objectifs en matière de changement climatique et d'énergies renouvelables. Ils sont financés par le gouvernement, les principaux partenaires de développement et d'autres organismes donateurs. Citons à titre d'exemple, le programme de sensibilisation à l'énergie financé par le PNUD/PROE et le programme d'évaluation du potentiel éolien financé par le PIGGAREP, le réseau thermo-solaire financé par le Japon et coordonné par le Secrétariat du Forum, le programme financé par l'UE sur les digesteurs à biogaz pour la gestion des déchets, et le programme financé par la FAO sur les digesteurs à biogaz utilisés comme source d'engrais organiques pour la production agricole. Les résultats escomptés de ces projets et programmes comprennent : la réduction des émissions de gaz à effet de serre ; des approvisionnements énergétiques durables et abordables ; et la réduction connexe des importations de combustibles fossiles découlant de l'amélioration des sources d'énergies renouvelables et des technologies associées, pour produire de l'électricité et alimenter les transports motorisés ; la séquestration accrue du dioxyde de carbone associée aux économies d'énergie, au reboisement et à l'établissement de plantations énergétiques ; l'amélioration du rendement énergétique ; l'amélioration des modes de vie grâce à la création d'emplois pour les communautés locales dans le cadre des projets ; et l'amélioration des niveaux de vie et de la protection sociale de tous.

Notre gouvernement a également investi lourdement dans les technologies d'exploitation des biocombustibles, pour fournir un environnement favorable à l'emploi rural et au développement économique et social de nos populations. L'un des mandats de recherche du SROS est de mener des actions de recherche-développement technologique sur les sources d'énergie de remplacement et renouvelables pour notre pays. Début 2009, le SROS a entamé, avec le concours financier des gouvernements autrichien et italien fourni par le biais de l'UICN, des études préliminaires de laboratoire sur la production de biodiesel à partir du coprah abondant et sous-utilisé. Dans le courant de la même

année, les recherches sur le biodiesel sont passées au stade pilote grâce à l'acquisition d'une installation de 200 litres. Cette installation peut produire, en moins d'une heure, environ 200 litres de biodiesel et un faible volume d'un sous-produit désigné glycérol. Les paramètres concernant le processus et les produits d'alimentation ont été optimisés par le SROS et l'installation s'est avérée être très efficace pour produire du biodiesel de haute qualité à partir d'huile de coprah, comme en atteste l'excellente performance des trois véhicules et du générateur de secours du SROS, alimentés en biodiesel depuis maintenant plus de trois ans. Permettez-moi à ce stade d'exprimer ma profonde gratitude au Directeur général du PROE qui a pris l'initiative de collaborer avec le SROS pour promouvoir des combustibles de remplacement respectueux de l'environnement, propres et renouvelables, dans le cadre du « campus vert » du PROE. Il y a quelques semaines, le PROE et le SROS ont signé une lettre d'accord concernant l'alimentation de deux véhicules du PROE en biodiesel produit par le SROS dans le cadre de notre campagne conjointe de sensibilisation du public, qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre et protéger notre environnement pour les générations futures.

Nous procédons actuellement à l'augmentation de la production de biodiesel en tenant compte des réalités commerciales et avons rédigé un cadre conceptuel concernant la production à grande échelle de biodiesel associée à la gazéification de la biomasse, d'une valeur de 5,8 millions de dollars É.-U., qui pourrait réduire de plus de la moitié le volume de diesel importé pour produire de l'électricité. Ce projet commercial devrait être basé dans les plantations de coprah du STEC qui fourniront la quantité nécessaire de matière première en plus des approvisionnements fournis par nos exploitants ruraux pour maintenir la production à long terme. Le cadre conceptuel sera soumis au Fonds de développement de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA, Abou Dhabi) une fois que les modalités et mécanismes d'accès au Fonds auront été fixés. Nous invitons également nos principaux partenaires de développement et les autres organismes donateurs à financer ce projet. Parallèlement aux efforts menés pour produire du biodiesel à partir d'huile de coprah, le ministère de l'Agriculture et des Pêches (MAF) a lancé un programme de replantation de cocotiers, pour remplacer les vieux arbres et veiller à l'approvisionnement stable et durable de coprah, compte tenu des autres besoins de coprah du Samoa. De plus, grâce à des fonds supplémentaires des gouvernements autrichien et italien fournis par le biais de l'UICN, les trois agences gouvernementales relevant de mon ministère (MNRE, STEC et SROS) participent actuellement à l'évaluation du potentiel de rendement de *Jatropha Curcas*, en tant que culture non alimentaire riche en huile, intercalée avec des cocotiers, comme solution de remplacement du coprah pour la production de biodiesel. Ce projet servira également de parcelle de démonstration pour les exploitants ruraux, afin de les encourager à développer la culture de ces matières premières. De plus, grâce au concours financier du gouvernement turc, le SROS a réalisé des études de laboratoire pour évaluer les divers processus et technologies de production de bioéthanol à partir des cultures locales de fruits à pain, de manioc et de nonu. Le bioéthanol peut être ajouté à l'essence sans plomb importée ou être utilisé comme ingrédient de conversion dans la production du biodiesel.

Pour conclure, permettez-moi de saluer les efforts de M. David Sheppard et du personnel du PROE et leurs réalisations au cours de l'année écoulée. Je m'associe aux ministres présents ici pour vous assurer de notre confiance dans les résultats de cette 23^e Conférence du PROE, qui renforcera assurément la prestation de vos services statutaires à tous les pays membres du PROE. Je voudrais également

exprimer ma profonde gratitude à nos partenaires de développement et aux Membres du PROE en mesure d'aider les États et Territoires insulaires océaniques, pour leur formidable contribution à la lutte contre les effets du changement climatique grâce à des initiatives pratiques, concrètes et abordables sur les énergies renouvelables.

Je vous remercie de votre attention. Que Dieu vous bénisse. Soifua !

6. Gouvernement de Tuvalu

Remarques de M. Apisai Ieremia sur les *Mécanismes de financement novateurs pour le changement climatique et la biodiversité*

Monsieur le Président,
Monsieur le Directeur général du PROE,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les représentants des organisations du CORP et des organisations internationales,
Mesdames et Messieurs les représentants officiels du PROE,
Mesdames et Messieurs,

Talofa,

Étant le premier ministre à m'exprimer aujourd'hui, j'aimerais féliciter le peuple et le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie pour leur accueil de la 23^e Conférence du PROE. Je tiens également à exprimer ma gratitude pour l'excellente hospitalité reçue par ma délégation pendant notre cours séjour ici dans votre beau paradis.

Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de partager avec vous tous l'expérience et les défis de Tuvalu ainsi que la voie possible pour obtenir des financements innovants concernant le changement climatique et la biodiversité.

Tuvalu est indiscutablement l'un des pays les plus fortement frappés par le changement climatique, et ses effets sont le plus durement ressentis par les communautés côtières. L'augmentation des températures moyennes et la modification des précipitations saisonnières ont déjà été mesurées et les scientifiques estiment que les catastrophes climatiques deviennent de plus en plus graves, notamment l'érosion côtière, l'élévation du niveau de la mer et les sécheresses.

Les secteurs agricole et côtier sont très vulnérables au changement climatique, tandis que les pêcheries côtières et la biodiversité marine sont extrêmement sensibles. Les communautés pauvres sont les plus vulnérables au changement climatique, notamment les enfants et les personnes âgées du fait de leur capacité d'adaptation moindre. Le gouvernement et Falekaupule (gouvernance locale) reconnaissent l'importance du changement climatique et de ses effets sur les communautés côtières et sont conscients du besoin de mettre en œuvre des mesures d'adaptation appropriées pour renforcer la

résilience des communautés. Les fonds nécessaires pour examiner les options susceptibles d'aider ces communautés à s'adapter au changement climatique n'ont toutefois pas été d'un accès facile.

Permettez-moi, Mesdames et Messieurs les Ministres, d'aborder cette question aux échelons mondial, régional et national.

À l'échelon mondial, deux conventions des Nations Unies traitent directement du changement climatique et de la biodiversité : la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique. Plusieurs fonds ont été établis dans le cadre de la CCNUCC et sont essentiellement financés par des contributions des pays développés, tandis que le Fonds pour l'adaptation est financé par le mécanisme pour un développement propre (MDP). Lors de la récente Conférence des Parties à la CCNUCC, les Parties ont décidé de créer de nouveaux mécanismes de financement tels que le financement à mise en œuvre rapide de l'Accord de Copenhague et le Fonds vert pour le climat de l'Accord de Cancún. Ces nouveaux fonds promettaient de fournir des milliards de dollars pour répondre aux besoins d'adaptation et d'atténuation des pays en développement. Malheureusement, nous attendons toujours que ces fonds se matérialisent pleinement et efficacement. De manière analogue, des mécanismes de financement traditionnels ont été mis en place dans le cadre de la CCNUCC, à savoir le LDCF, le SCCF et le Fonds pour l'adaptation, dont le fonctionnement est assuré par le FEM. Le FEM a également son propre mécanisme de financement à partir de son Fonds fiduciaire, accessible par les pays en développement. Le Fonds fiduciaire du FEM a été reconstitué cinq fois et a distribué ses ressources selon un système d'allocation transparente des ressources (STAR).

Pour accéder à ces ressources, les pays peuvent travailler avec les agents d'exécution accrédités pour élaborer des propositions de projets en vue de leur soumission au FEM. Ces agents d'exécution comprennent notamment le PNUD, le PNUE, la BASD et la Banque mondiale. Les procédures d'accès aux ressources sont complexes et lourdes pour de nombreux pays, notamment pour les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés. Nous devons donc trouver des moyens novateurs pour obtenir des financements mais aussi pour veiller à ce que leur accès soit souple et simple. J'aimerais toutefois rendre hommage aux agents d'exécution de notre région qui ont beaucoup aidé nos pays, dont Tuvalu, à accéder aux ressources de ces fonds.

Les directives types et procédures opérationnelles du FEM stipulent qu'un pays doit cofinancer un projet à hauteur d'environ un quart des fonds sollicités. Les pays doivent donc fournir un montant élevé, ce qui peut les obliger à modifier le domaine d'intervention de leurs projets de sorte à satisfaire à l'exigence de cofinancement. Le PROE a pleinement conscience du problème, compte tenu de son expérience avec le PACC, financé par le SCCF. Nous devons donc trouver le moyen de réduire la part exigée par le FEM ou d'obtenir les montants nécessaires au cofinancement auprès d'organismes régionaux ou nationaux.

À l'échelon régional, je félicite le PROE d'avoir soumis sa candidature en tant qu'agent d'exécution du FEM. Il s'agit d'une mesure positive pour aider la région à accéder aux ressources du FEM, mesure que Tuvalu appuie sans réserve. Par ailleurs, il me semble que plusieurs pays membres ont entamé le processus de demande d'accréditation en tant qu'entité d'exécution nationale du Conseil du Fonds

pour l'adaptation, tandis que d'autres s'y préparent. Cette initiative a pour but de donner aux pays un accès direct aux ressources du Fonds pour l'adaptation. D'autres organisations du CORP assument ce rôle pour aider leurs pays membres à planifier les activités nécessaires dans ce cadre. Je prie donc instamment ces organisations et le PROE d'apporter un appui sans faille à leurs pays membres pour que cette initiative aboutisse.

À l'échelon national, Tuvalu aimerait remercier le PROE de l'appui considérable apporté dans les domaines techniques et financiers pour continuer de renforcer les capacités de nos experts nationaux. En 2011, grâce au soutien du PROE, de la CPS et d'autres partenaires externes, Tuvalu a élaboré sa politique nationale sur le changement climatique et son plan d'action stratégique national. Nous avons toutefois réalisé que les priorités définies dans ces instruments nécessitent des ressources financières importantes.

Par ailleurs, Tuvalu a noté qu'un document a été élaboré pour la réunion du Secrétariat du Forum de 2011 pour examiner les différentes options possibles pour des fonds fiduciaires nationaux. Le champ d'application de ce document pourrait peut-être être élargi pour inclure le changement climatique et la biodiversité, en notant les forces et les faiblesses des différentes options. Tuvalu a mis en place un fonds fiduciaire national et aimerait obtenir des avis techniques sur la création d'un fonds fiduciaire sur le changement climatique et la biodiversité. Ce fonds pourrait désigner des personnes activement impliquées dans les politiques et actions sur le changement climatique et la biodiversité, y compris des acteurs non étatiques, pour siéger aux conseils et comités de gestion. Un fonds spécifique de ce type permettrait de veiller à la transparence des crédits reçus des divers donateurs. Il permettrait également d'alléger la tâche que représente l'établissement des rapports ainsi que la charge administrative et contribuerait à la prévisibilité des financements. Ce fonds permettrait enfin une coopération efficace entre le gouvernement, la communauté, le secteur privé et les donateurs. Tuvalu sollicite donc le soutien du PROE pour identifier des sources d'assistance permettant de veiller au bon fonctionnement de ce fonds une fois créé.

Pour conclure, Tuvalu continue de rechercher l'appui du PROE pour identifier des mécanismes de financement novateurs et informer les pays membres des possibilités de soutien financier dans les domaines du changement climatique et de la biodiversité.

Fakafetai lasi
